

**Assemblée générale  
Conseil de sécurité**

Distr. générale  
3 juin 2009  
Français  
Original : anglais

**Assemblée générale  
Soixante-troisième session  
Point 109 de l'ordre du jour  
Application des résolutions  
de l'Organisation des Nations Unies**

**Conseil de sécurité  
Soixante-quatrième année**

**Lettre datée du 2 juin 2009, adressée au Secrétaire  
général par le Représentant permanent de la Grèce  
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Me référant à la lettre datée du 14 mars 2009 que le Représentant permanent de l'ex-République yougoslave de Macédoine vous a adressée (A/63/772-S/2009/150), j'ai l'honneur de vous transmettre ci-après les observations de mon gouvernement.

a) L'allégation selon laquelle les griefs formulés par la Grèce au sujet de violations de l'Accord intérimaire par l'ex-République yougoslave de Macédoine font partie d'une « stratégie procédurale » est sans fondement et déraisonnable, car c'est l'ex-République yougoslave de Macédoine qui a introduit une instance contre la Grèce devant la Cour internationale de Justice, et non l'inverse.

Il est donc manifeste que le but de cette allégation est de détourner l'attention du fond du problème, à savoir que depuis longtemps l'ex-République yougoslave de Macédoine viole de manière répétée l'Accord intérimaire.

La Grèce, que ce soit au niveau bilatéral, au niveau multilatéral ou dans le cadre de déclarations publiques de ses responsables, a toujours protesté contre ces violations qui, malheureusement, se poursuivent sans relâche.

Affirmer qu'avant novembre 2008 la Grèce n'a jamais émis de protestations à ce sujet relève d'une tentative grotesque visant à minimiser les violations de l'Accord intérimaire perpétrées par l'ex-République yougoslave de Macédoine. Si, comme elles le déclarent, les autorités compétentes de l'ex-République yougoslave de Macédoine n'ont pas connaissance de protestations formulées par la Grèce avant le 17 novembre 2008, elles devraient consulter plus attentivement leurs archives, ou la presse et les médias internationaux de l'époque, qui ont fait une large publicité à un certain nombre de problèmes que le comportement illicite de l'ex-République yougoslave de Macédoine et les mesures insultantes et provocatrices qu'elle a prises contre la Grèce ont créés dans les relations entre les deux pays.



b) La Grèce considère que l'explication de l'ex-République yougoslave de Macédoine en ce qui concerne les noms « Alexandre le Grand » et « Philippe de Macédoine » donnés respectivement à une partie du Corridor paneuropéen X et au principal stade de Skopje est fallacieuse et dissimule les véritables motifs de cet usage illégitime de symboles et d'éléments appartenant au patrimoine culturel et historique hellènes.

Si l'ex-République yougoslave de Macédoine avait admis sans ambiguïté le fait incontesté que la Macédoine antique faisait partie de la Grèce antique et du monde hellène, comme le montrent de nombreuses découvertes archéologiques, la Grèce ressentirait comme un honneur l'utilisation du nom de grandes figures de son histoire en hommage à ce qu'elles ont apporté à l'humanité.

Malheureusement, l'utilisation par l'ex-République yougoslave de Macédoine de noms, symboles et autres éléments du passé historique hellène a d'autres objectifs. Par cette falsification grossière de l'histoire, l'ex-République yougoslave de Macédoine tente d'établir avec la Macédoine antique un lien historique, ethnique et culturel qui n'existe pas afin, notamment, d'étayer ses prétentions irrédentistes et territoriales contre la Grèce.

Il est toutefois notoire, et pas seulement dans la communauté scientifique, que les slaves, qui constituent le gros de la population de l'ex-République yougoslave de Macédoine actuelle, se sont établis dans la région au VI<sup>e</sup> siècle et qu'ils n'avaient absolument aucun lien ethnique ou culturel avec les Macédoniens de l'antiquité, qui, en temps qu'hellènes, parlaient le grec ancien, comme le prouvent plus de 5 000 inscriptions, et partageaient une identité culturelle hellène commune.

Dans ce contexte, l'usurpation d'éléments et de symboles appartenant au patrimoine national et historique de la Grèce est injurieuse pour celle-ci, perturbe les relations de bon voisinage et contrevient, dans ce contexte, à la lettre et à l'esprit de l'Accord intérimaire.

Il convient aussi de noter que l'assertion de l'ex-République yougoslave de Macédoine selon laquelle elle « ne voit guère en quoi l'emploi commun du nom d'une personnalité historique pourrait être inapproprié ou en contradiction avec les dispositions de l'Accord intérimaire de 1995 » va à l'encontre de la position officielle de l'Union européenne qui, considérant que donner le nom « Alexandre le Grand » au Corridor X constituait une provocation, a, par le truchement de son Représentant spécial M. Fouere, effectué en janvier 2009 une démarche officielle sur ce point auprès des autorités de l'ex-République yougoslave de Macédoine.

c) Pour ce qui est de l'utilisation du « Soleil de Vergine » dans un message télévisé, une question qui relève du paragraphe 2 de l'article 7 de l'Accord intérimaire et non du paragraphe 3 du même article comme indiqué erronément dans la lettre que le Représentant permanent de l'ex-République yougoslave de Macédoine auprès de l'Organisation des Nations Unies vous a adressée le 14 mars 2009, la Grèce fait observer qu'une vidéo dudit message, portant le titre « Macedonia timeless », devrait normalement pouvoir être vue sur les chaînes CNN et Euronews, qui la diffusent, ou être téléchargée sur le site Web [www.macedonia-timeless.com](http://www.macedonia-timeless.com), qui indique lui-même avoir été créé pour le compte du Gouvernement de l'ex-République yougoslave de Macédoine.

d) L'ex-République yougoslave de Macédoine fait valoir qu'elle a fait des « concessions importantes » en adoptant en 1992 des amendements à sa Constitution

qui confirmaient qu'elle « n'avait aucune prétention territoriale au-delà de ses frontières établies », amendements qui ont été ultérieurement « consolidés et réaffirmés avec les obligations contractées au titre de l'article 6 de l'Accord intérimaire ».

Premièrement, on voit vraiment mal comment l'observation d'une obligation internationale fondamentale, énoncée dans la Charte des Nations Unies, comme celle de respecter l'intégrité territoriale des États, peut être interprétée et présentée par l'ex-République yougoslave de Macédoine comme une « concession importante ». Ceci est très révélateur quant à la manière dont l'ex-République yougoslave de Macédoine perçoit et applique les normes essentielles de l'ordre juridique international.

En dépit de son triple engagement (aux termes de sa Constitution, de l'Accord intérimaire et de la Charte des Nations Unies, à laquelle elle a souscrit lorsqu'elle a été admise à l'Organisation), l'ex-République yougoslave de Macédoine a porté atteinte à l'intégrité territoriale de la Grèce par une série de mesures et de déclarations officielles, y compris l'établissement, la publication et la promotion de cartes décrivant de larges portions du territoire grec comme faisant partie d'une entité « macédonienne » distincte.

De plus, l'ex-République yougoslave de Macédoine affirme qu'« elle est un État soumis à la règle de droit et soucieux de respecter les droits de l'homme fondamentaux, y compris le droit à la liberté d'expression tel qu'il ressort de la Convention européenne des droits de l'homme ».

Mais, l'ex-République yougoslave de Macédoine a encore un long chemin à parcourir dans ce domaine avant de parvenir aux normes européennes, comme l'ont confirmé de nombreux rapports de l'Union européenne. La Grèce, en sa qualité de membre de longue date d'organisations européennes et euro-atlantiques, est prête à contribuer à tous les efforts et à appuyer toutes les mesures visant à favoriser un progrès dans cette direction.

Il convient de rappeler à cet égard que, pendant presque 12 ans, de 1996 jusque récemment, la recherche scientifique historique était interdite par la loi dans l'ex-République yougoslave de Macédoine. La « loi sur les activités de recherche scientifique » (*Journal officiel*, n<sup>os</sup> 13/96 et 29/02), qui n'a été abrogée qu'en 2008, disposait entre autres que les études et les recherches sur l'identité historique et culturelle du « peuple macédonien » étaient interdites à toute personne morale ou physique, quelle que soit sa nationalité, autre que celles contrôlées et financées par l'État.

Cette loi était totalement contraire au paragraphe 1 de l'article 10 de la Convention européenne des droits de l'homme, dans la mesure où celui-ci dispose que [« toute personne a droit à la liberté d'expression. Ce droit comprend la liberté d'opinion et la liberté de recevoir ou de communiquer des informations ou des idées sans qu'il puisse y avoir ingérence d'autorités publiques et sans considération de frontière. »] et, en ce sens, constituait une violation continue caractérisée du paragraphe 1 de l'article 9 de l'Accord intérimaire.

La Grèce se félicite de l'abrogation de cette loi, qui ne change néanmoins rien au fait que la liberté d'expression, et en particulier la recherche scientifique historique, ont été gravement réprimées pendant une longue période dans l'ex-République yougoslave de Macédoine.

Quant à la proposition de créer un comité mixte sur l'enseignement et l'histoire « chargé de faciliter et promouvoir une interprétation des questions historiques en pleine conformité avec l'Accord intérimaire », la Grèce fait observer que l'histoire est la science qui établit la vérité historique au moyen de méthodes scientifiques. Elle ne peut pas et ne devait pas être exposée à l'opportunisme politique ni à aucune considération politique et ne saurait en aucune manière être réécrite par un comité bilatéral.

La Grèce demeure attachée aux efforts déployés pour négocier une solution mutuellement acceptable de la question du nom, conformément aux résolutions 817 (1993) et 845 (1993) du Conseil de sécurité, et elle respecte pleinement les dispositions de l'Accord intérimaire, sur la base du principe fondamental *pacta sunt servanda*.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 109 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,  
Représentant permanent  
(Signé) John **Mourikis**

---